

**Nombre de membres**

27

**Nombre de présents**

12

**Pouvoirs :**

8

**Nombre d'absents**

15

**Nombre de votants**

20

**Quorum**

14

**CENTRE de GESTION de la  
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
d'EURE-ET-LOIR**

**Séance du 27 juin 2025**

L'an deux mil vingt-cinq, le 27 juin 2025 à 14h30, le Conseil d'Administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale d'Eure-et-Loir dûment convoqué le 18 juin 2025 s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bertrand MASSOT.

**Etaient présents :**

- Martine BOUILLARD, Adjointe au Maire du COUDRAY,
- Marie-Claude BENOIT-MOUSSEAU, Adjointe au Maire de NOGENT-LE-ROTHOU,
- Michel CHARPENTIER, Maire de FONTENAY-SUR-EURE,
- Alain CONTREPOIS, Conseiller municipal de CHARTRES,
- Benoît DELATOUCHE, Maire de BARJOUVILLE,
- Jean-Luc DUCERF, Maire d'AUNEAU-BLEURY-SAINT-SYMPHORIEN,
- Philippe GALIOTTO, Maire de COLTAINVILLE,
- Jacky GAULLIER, Maire de SAINT-GEORGES-SUR-EURE,
- Bertrand MASSOT, Maire de LUISANT,
- Benoît PELLEGRIN, Président de la COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DE BEAUCE,
- Jean-Louis RAFFIN, Maire de CHATEAUNEUF-EN-THYMERAIS,
- Max VAN DER STICHELE, Maire de VER-LES-CHARTRES,

**Pouvoirs :**

- François BELHOMME, Maire d'EPERNON, a donné pouvoir à Bertrand MASSOT,
- Hélène DENIEAULT, Maire de CHALLET a donné pouvoir à Philippe GALIOTTO,
- Bernard GOUIN, Vice-Président de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BONNEVALAIS, a donné pouvoir à Michel CHARPENTIER,
- Sylvie HONNEUR-BÔCHER, Conseillère départementale d'Eure-et-Loir, a donné pouvoir à Marie-Claude BENOIT-MOUSSEAU,
- Patrick LAFAVE, Conseiller de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DES FORETS DU PERCHE, a donné pouvoir à Benoît PELLEGRIN,
- Corine LE ROUX, Maire de BOUTIGNY PROUAIS a donné pouvoir à Jean-Luc DUCERF,
- Martine MOKHTAR, Administratrice du CCAS de CHARTRES, a donné pouvoir à Alain CONTREPOIS,
- Damien STEPHO, Maire de VERNOUILLET, a donné pouvoir à Jean-Louis RAFFIN,

**Absents excusés :**

- Marie-Pierre DAVID, Adjointe au Maire de LÈVES,
- Evelyne LEFEBVRE, Conseillère départementale d'Eure-et-Loir,
- Olivier MARCADON, Maire adjoint de LUCÉ,

**Absents :**

- John BILLARD, Maire du FAVRIL,
- Ghizlan CHOUAYB, Conseillère municipale de CHATEAUDUN,
- Lydie GUERIN, Administratrice de la CAISSE DES ECOLES DE DREUX,
- Caroline VABRE, Adjointe au Maire de DREUX,

- Laurent ARCHENAUULT, Payeur départemental

**Secrétaire de séance :**

- Martine BOUILLARD, Adjointe au Maire du COUDRAY,

**Assistaient également :**

- Gabrielle BARRETT-JACQUET, Directrice générale,
- Oriana CAUQUIS, Directrice générale adjointe,

## Délibération n° 2025 – D – 33

## Conseil d'administration

Séance du 27 juin 2025

**Objet : Approbation et autorisation de signature de l'avenant n°1 au schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation des Centres de gestion de la Région Centre-Val de Loire 2025-2027**

Exposé de Bertrand MASSOT, Président,

Par délibération n°2024 D 39 du 29 novembre 2024, le conseil d'administration a approuvé la signature du nouveau schéma régional de coordination 2025-2028 entre six centres de gestion de la Région Centre-Val-de-Loire à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Dans le cadre de ce schéma régional, les centres de gestion se sont engagés à mutualiser certaines de leurs actions, conformément aux orientations définies.

L'article 2-3 dudit schéma prévoit notamment que l'excédent budgétaire de la coordination régionale est prioritairement destiné au financement de projets mutualisés.

Dans cet esprit de coopération, et afin de doter les centres de gestion d'outils communs favorisant l'exercice efficace de leurs missions, il a été convenu la création de groupements de commande :

- l'un visant à désigner un prestataire commun pour la réalisation d'un diagnostic en cybersécurité,
- l'autre en vue de la souscription collective à des abonnements aux publications *La Gazette des Communes* et *Dalloz Collectivités*.

Le groupement de commande relatif aux abonnements donnera lieu à un contrat unique, dont la gestion et le paiement seront assurés par le CDG 37 pour le compte de l'ensemble des centres de gestion. Le groupement de commande portant sur la cybersécurité donnera lieu, quant à lui, à la conclusion de marchés distincts pour chaque centre de gestion, chacun assurant le règlement de la part lui incombant.

Conformément à l'article L.452-11 du Code général de la fonction publique, le schéma régional de coordination et de mutualisation doit définir les modalités de remboursement des dépenses engagées pour les missions exercées conjointement au niveau régional.

Considérant que ces groupements de commande s'inscrivent dans le cadre des actions mutualisées prévues par le schéma de coordination, il convient, par voie d'avenant, de prévoir :

- le remboursement au CDG 37, sur le budget de la coordination régionale, des dépenses engagées pour les abonnements mutualisés,
- ainsi que le remboursement à chaque centre de gestion des dépenses engagées dans le cadre de leur marché respectif pour le diagnostic cybersécurité.

Il est demandé au Conseil d'administration :

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 au schéma régional de coordination 2025-2027 tel qu'il est annexé,
- d'autoriser le Président à signer ledit avenant et à prendre toutes les mesures nécessaires à son exécution,

Vu l'avis des membres du Bureau réunis en date du 12 juin 2025,

Les membres du Conseil d'administration décident, à l'unanimité :

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 au schéma régional de coordination 2025-2027 conclu entre les six centres de gestion de la Région Centre-Val de Loire, tel qu'il est annexé,

Envoyé en préfecture le 01/07/2025

Reçu en préfecture le 01/07/2025

Publié le

mesures nécessaires à son exécution,

ID : 028-282800374-20250627-2025\_D\_33-DE

- d'autoriser le Président à signer ledit avenant et à prendre toutes les mesures nécessaires à son exécution,

Le Président,



Bertrand MASSOT



Certifié exécutoire compte tenu

De la transmission en préfecture le :

De la publication le :

- 1 JUL. 2025

Par délégation,

La Directrice Générale

Gabrielle BARRETT-JACQUET





Envoyé en préfecture le 01/07/2025

Reçu en préfecture le 01/07/2025

Publié le

Reçu en préfecture

ID : 028-282800374-20250627-2025\_D\_33-DE



**Avenant au schéma de coordination régional  
entre les CDG  
de la région Centre – Val-de-Loire**

**Entre :**

**Le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale du Cher (CDG 18)**

Représenté par son Président Pierre DUCASTEL, dument habilité par délibération du conseil d'administration du 2 novembre 2020,

**Et**

**Le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de l'Eure-et-Loir (CDG 28)**

Représenté par son Président Bertrand MASSOT, dument habilité par délibération du conseil d'administration n° 31 du 5 novembre 2020,

**Et**

**Le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de l'Indre (CDG 36)**

Représenté par son Président Xavier ELBAZ, dument habilité par délibération du conseil d'administration du 10 novembre 2020,

**Et**

**Le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de l'Indre-et-Loire (CDG 37)**

Représenté par son Président Michel GILLOT, dument habilité par délibération du conseil d'administration du 26 novembre 2024,

**Et**

**Le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale du Loir-et-Cher (CDG 41)**

Représenté par son Président Éric MARTELLIÈRE, dument habilité par délibération du conseil d'administration n° 29.2020 du 4 décembre 2020,

**Et**

**Le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale du Loiret (CDG 45)**

Représenté par sa Présidente, Madame Florence GALZIN dument habilitée par délibération du conseil d'administration n° 2020-23 du 3 novembre 2020.

Vu le Code Général de la Fonction Publique, et plus spécifiquement ses articles L452-1 à L452-48 ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux CDG institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la convention portant schéma de coordination régionale 2025-2027 ayant pris effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 pour une durée de 3 ans, et désignant le CDG 37 CDG coordonnateur ;

**Preamble**

Dans le cadre du schéma de coordination régionale, les centres de gestion de la région Centre Val de Loire se sont engagés à mutualiser leurs actions dans certains domaines.

L'article 2-3 du schéma susvisé prévoit notamment que l'excédent du budget de la coordination sera prioritairement destiné au financement de projets mutualisés.

Désireux de mutualiser leurs moyens et de permettre à l'ensemble des six centres de gestion de profiter d'outils communs nécessaires au bon accomplissement de leurs missions, les centres de gestion conviennent des dispositions suivantes :

Étant donné que les centres de gestion ont décidé de conclure un groupement de commande en vue de désigner un prestataire commun chargé de réaliser un **diagnostic cybersécurité** afin de sécuriser les données informatiques gérées par le CDG et confiant le soin au CDG coordonnateur de conclure et signer pour le compte de chacun des 6 CDG le contrat avec le prestataire ; que toutefois eu égard à la sensibilité des données et à l'intervention du prestataire sur le réseau de chaque CDG, chaque CDG a souhaité rester maître de l'exécution du contrat pour la partie qui le concerne; Qu'il y a lieu de prévoir le remboursement par le budget de la coordination régionale des frais payés par chaque CDG dans le cadre de leur marché respectif.

De même, les centres de gestion ont décidé de conclure un groupement de commande en vue de souscrire **en commun des abonnements à la Gazette des communes et à Dalloz collectivités** et confier le soin au CDG coordonnateur de conclure et signer pour le compte de chacun des 6 CDG un contrat avec chaque éditeur ; qu'il y a lieu de prévoir le remboursement par le budget de la coordination régionale des frais payés par le CDG coordonnateur pour le compte des 6 CDG dans le cadre de ce groupement de commande.

L'article L452-11 du code général de la fonction publique prévoit que le schéma régional de coordination, de mutualisation doit notamment déterminer les modalités de remboursement des dépenses correspondant à des missions exercées en commun au niveau régional.

Par le présent avenant, eu égard à l'excédent dégagé en 2024 , les six centres de gestion de la région conviennent que le CDG coordonnateur, en charge du budget de coordination, remboursera, sur le budget de la coordination régionale, chaque CDG des dépenses engagées pour rémunérer le prestataire retenu pour réaliser le **diagnostic cybersécurité** , **et se fera rembourser, par le budget de la coordination régionale, des frais engagés pour le compte des centre de gestion, les frais d'abonnement à la Gazette des communes et à Dalloz collectivités.**

## **Il est convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent avenant a pour objet :

- d'autoriser les centres de gestion signataires à demander au CDG coordonnateur du schéma régional et du groupement de commande le remboursement sur le budget de la coordination régionale des dépenses engagées par chacun d'eux pour le diagnostic de cybersécurité conclu dans le cadre du groupement de commande, **pour toute la durée des contrats conclus dans le cadre du groupement de commande.**

A cet effet, il est convenu que les CDG transmettront au secrétariat de la coordination une copie de la facture acquittée par le CDG avant le 31 décembre de l'année considérée.

- D'autoriser le CDG coordonnateur du schéma régional et du groupement de commande le remboursement sur le budget de la coordination régionale des dépenses engagées pour le compte des centre de gestion, des frais d'abonnement à **la Gazette des communes et à Dalloz collectivités, pour toute la durée des contrats conclus dans le cadre du groupement de commande.**

**ARTICLE 2 : DATE D'EFFET**

Le présent avenant prend effet à compter de la date de signature par l'ensemble des centres de gestion de la région Centre-Val de Loire.

**ARTICLE 3 : CONTROLE DE LEGALITE**

Le CDG coordonnateur transmettra le présent avenant au schéma régional au Préfet de région conformément aux dispositions de l'article L452-11 du code général de la fonction publique.

Fait en 6 exemplaires

À Tours,

<b>Le</b> <b>Le CDG de la Fonction Publique Territoriale du CHER, représenté</b> <b>par son Président, Monsieur Pierre DUCASTEL</b>	
<b>Le</b> <b>Le CDG de la Fonction Publique Territoriale de l'EURE-ET-LOIR,</b> <b>représenté par son Président, Monsieur Bertrand MASSOT</b>	
<b>Le</b> <b>Le CDG de la Fonction Publique Territoriale de l'INDRE,</b> <b>représenté par son Président, Monsieur Xavier ELBAZ</b>	
<b>Le</b> <b>Le CDG de la Fonction Publique Territoriale de l'INDRE-ET-LOIRE,</b> <b>représenté par son Président, Monsieur Michel GILLOT</b>	
<b>Le</b> <b>Le CDG de la Fonction Publique Territoriale du LOIR-ET-CHER,</b> <b>représenté par son Président, Monsieur Éric MARTELLIÈRE</b>	
<b>Le</b> <b>Le CDG de la Fonction Publique Territoriale du LOIRET, représenté</b> <b>par sa Présidente, Madame Florence GALZIN</b>	